COMMUNE DE ANSE
ARRETE DU MAIRE
-----**REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**
RUE BARREE RUE DU CHÂTEAU – M. AILLOT**Le Maire de la Commune de Anse,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2211-1 à L2212-5, L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R411-25 et R417-10

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal, et notamment l'article R610-5,

Vu la demande en date du 10 juillet 2025, de M Ludovic AILLOT – 12, Rue du château – 69480 Anse afin de stationner des véhicules de déménagement devant son domicile, le 31 juillet,

Vu que la rue du Château est une rue étroite et à sens unique,

Considérant qu'il incombe à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures propres à assurer le maintien du bon ordre et à prévenir tout accident pendant ce déménagement, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement,

ARRETE**Article 1 :**

Le 31 juillet 2025, de 10H00 à 12H00, la rue du Château sera interdite à la circulation (rue barrée), ainsi que le stationnement, de la Place de la Panneterie à la rue Saint Antoine afin de permettre le déménagement mentionné ci-dessus.

Article 2 :

La chaussée et ses abords seront laissés propres,

En cas de besoin, laisser le passage aux véhicules prioritaires.

L'accès des propriétés riveraines devra être maintenu.

Article 3 :

Une signalisation appropriée conforme aux prescriptions ministérielles sera mise en place **48 heures avant le déménagement, par l'intéressée.**

La Police Municipale peut, à titre gracieux, mettre à disposition des panneaux (tél. : 04.74.67.16.18).

L'enlèvement et la restitution à la Police Municipale (170, rue de Verdun) sont à la charge du requérant.

Il est chargé, sous sa responsabilité, du contrôle, de la surveillance et de la maintenance de cette signalisation.

Dans le cas où des perturbations de la circulation proviendraient sur les voies publiques du secteur, les forces publiques pourront interrompre la validité de cet arrêté de façon temporaire ou définitive.

Article 4 :

Lors de l'achèvement de ce déménagement, **la chaussée devra être propre et satisfaire aux normes de sécurité en vigueur.** Tout dépôt sauvage lié au déménagement, de nature à être déposé en déchetterie, est passible d'une amende de 5è classe (R635-8 du Code Pénal - 1500€).

Article 5 :

M. le Maire, le Commandant de Gendarmerie, la Police Municipale et M. AILLOT sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Anse, le 11 juillet 2025,

Le Maire,

Daniel POMERET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.